

[print](#)

Gaza : Les mots en guerre

De [Jacques-Marie Bourget](#)

Global Research, juillet 23, 2014

Url de l'article:

<http://www.mondialisation.ca/gaza-les-mots-en-guerre/5392855>

Les mots en guerre, je veux dire les mots que les médias utilisent pour parler de la guerre, perdent leur sens au premier coup de canon. La poudre met le feu aux dictionnaires et ce qui voulait dire noir signifie blanc. En ces heures les journalistes ont deux champs d'exercice pour leur sémantique, celui d'Ukraine où Poutine est « Hitler » et Svoboda « Gandhi », celui d'Israël où la politesse due à « un pays ami » a réussi à faire passer la langue militaire pour la vérité à répéter.

Un exercice pratique, pris au hasard, mais qui est un échantillon de cet infini. Dimanche soir, le 20 juillet à 22 heures, face à la chaîne i>Télé, j'apprends que des combattants, forcément du « Hamas », ont « *enlevé* » un soldat de Benjamin Netanyahu. Sur le plateau ils sont trois estampillés journalistes, et qui se renvoient cette information comme une boule de billard électrique. Si, pour l'un, le militaire a été « *enlevé* », pour un autre il a été « *kidnappé* ». En passant je signale que, par essence, ce mot qui contient « kid », ne peut être utilisé que lors de l'enlèvement d'un enfant. Le mieux est à venir, une jeune consœur évoque un « *otage* ». Ça y est ! Nous sommes dans un schéma connu, celui du soldat Shalit, capturé les armes à la main mais néanmoins « otage » pour la France. Pour une journaliste d'i>Télé, un soldat qui fait la guerre et se fait prendre, n'est donc pas un « prisonnier ». Mais un « *otage* » victime d'un « *rapt* », d'un « *enlèvement* » comme jadis le malheureux baron Empain. Voyez que les rails de la SNCF ne sont pas seuls à être dévoyés : les mots déraillent aussi. Téléspectateurs et auditeurs vigilants, il y a longtemps que vous savez que l'armée israélienne n'existe pas. Dans les hauts parleurs n'existe que « *Tsahal* », ce qui veut dire « Armée de Défense ». Un petit nom gentil qui fait que le missile est moins cruel quand il tombe. « *Tsahal* » ça fait nom de fleur, ou nom de gâteau, en tout cas un nom qui ne fait aucun mal.

Vous me direz que rien n'oblige un citoyen à regarder les infos à la télé. C'est vrai et Internet lui est préférable. Mais lundi à 13 sur France 2, me voilà face à un autre confrère posté en Israël. Il ne risque qu'un coup de soleil mais porte quand même un gilet pare balles floqué d'un logo « Press ». Dans son cas il est préférable que son occupation professionnelle soit indiquée tant ses propos inspirent le doute sur le métier. Ce reporter nous dit « *Tsahal a encore du travail, beaucoup de travail pour boucher des dizaines de tunnels* ». Car il le sait, lui avec son calicot « Press » collé sur la poitrine, le travail que « *Tsahal* » « doit » accomplir. Il en connaît la raison et l'utilité. Et il la justifie sans ciller.

Pour reprendre les chapitres précédents de cette tragédie récurrente, vous savez qu'en Cisjordanie il n'existe rien qui partage la Palestine d'Israël, rien sauf un mur (déclaré illégal par l'ONU). Une honte en béton que nos pudiques confrères en panne de mots baptisent « *mur de séparation* ». Détail qui change tout et fait penser à votre voisin de campagne qui a clôt pour que son chien ne s'échappe pas. Aussi, si les Palestiniens existent, la Palestine n'existe pas. Les bouches médiatiques ne parlent que de « *Territoires* ». Ignorant même la déclaration Balfour, elles pensent que la Palestine n'est qu'une invention d'Arafat. Et quand, pour se calmer les nerfs, un soldat israélien pénètre à Gaza (acte inutile en Cisjordanie

occupée où il est partout chez lui), il ne pratique pas un raid ou une invasion mais une « *incursion* », ce qui est beaucoup plus courtois. Par ailleurs, on se demande comment les bombes, obus et missiles peuvent provoquer autant de morts à Gaza puisqu'il s'agit de « *frappes* », mieux de « *frappes ciblées* ». La « *frappe* », c'est comme Messi tirant au but, nous sommes au Brésil et le Mondial continue. Il n'y a pas de mal à « *frapper* », comme une gifle donnée à l'enfant. Quand il y a des morts -ça arrive- il ne faut pas en faire un plat, c'est un « *dégât collatéral* », on ne fait pas d'omelette sans casser l'œuf palestinien.

Pour être honnête, « *Tsahal* » n'est pas seule à avoir travaillé cette forme de langue blindée. Depuis que les guerres n'existent plus et qu'elles sont remplacées par des « *opérations de défense* », des « *guerres humanitaires* », ou « *d'ingérence* », la langue s'est mise au pas. Comme « *Tsahal* », les légionnaires de Serval, au Mali, ne font que le bien autour d'eux à coups de « *frappes* » et « *d'incursion* ». Seule bavure, parfois dans la bouche du ministre de la Guerre Le Drian, on parle de « *nettoyage* » et de gens « *abattus* ». Il ne faut pas lui en tenir rigueur de ces mots culotte de peau, cet homme est un produit de la SFIO, elle même nourrie des vraies valeurs, celles de la chasse aux fellaghas.

Il est utile de remarquer que la traque des mots, dès qu'on parle du « *conflit israélo-palestinien* » (surtout pas de la colonisation), est un travail constant des censeurs. Ainsi, depuis Gaza, pour avoir décrit ce qu'ils voyaient, c'est-à-dire la mort massive, deux confrères américains ont été mutés. L'un de ces crétins, incapables d'apprendre le bon lexique de guerre, est une journaliste de CNN, vite déplacée à Moscou, l'autre un grand reporter de NBC rappelé à Chicago. L'important est de savoir qu'en choisissant les bons mots pour la dire, la guerre est beaucoup plus acceptable.

Jacques-Marie Bourget

Précisions d'Acrimed

- ▶ L'analyse d'Acrimed : voir notre article [« Offensive israélienne contre Gaza : les partis pris du traitement médiatique »](#).
- ▶ L'auteur : Jacques-Marie Bourget est journaliste. Il a été victime d'une tentative d'assassinat en 2000 à Ramallah, comme il le relate lui-même dans [une lettre ouverte d'octobre 2007](#) qui fait état du refus de coopérer des autorités israéliennes. Les gouvernements français n'ont guère fait preuve d'empressement : c'est le moins que l'on puisse dire ! Nous avons aussi relaté les péripéties judiciaires traversées par Jacques-Marie Bourget pour que justice lui soit rendue et que des indemnités lui soient attribuées, jusqu'au classement de l'affaire en 2011. Dernière prise de position publique connue de nous et publiée ici même : un communiqué du SNJ daté de juin 2014 intitulé [« Après 14 ans, justice pour Jacques-Marie Bourget, journaliste gravement blessé à Ramallah »](#).

Copyright © 2014 Global Research